



Déclaration au CTSD du 20 03 2019

ANTENNE DU FINISTERE

Quelle mouche a donc piqué nos responsables hiérarchiques (Ministre, Rectrice) qui veulent à tout prix verrouiller le mouvement des enseignants du 1er degré, qui plus est en s'affranchissant d'un dialogue social sincère avec les représentants des personnels ?

Sur la sincérité du dialogue, le doute n'est pas permis tant le canevas des circulaires mouvement de chaque département de France se ressemble curieusement partout !

Pas davantage qu'il ne subsiste lorsqu'on voit le peu de cas fait par le ministère des alertes des différentes fédérations syndicales sur ce sujet.

Le doute n'est pas permis non plus quand on constate le manque de réponses à bien des questions, jusqu'à ce jour. Il est vrai que, vu les délais imposés en haut lieu, les services locaux n'ont pas été en mesure de programmer d'autre GT préparatoire que celui du 11 mars dernier. Et comment en aurait-il été autrement ? Avec des personnels administratifs en cours de formation à 3 petites semaines de l'ouverture du nouveau serveur, des précisions de la DGRH qui continuent d'arriver, une volonté très claire de recentralisation afin d'arbitrer la circulaire de chacun des départements de l'académie, les circonstances ne s'y prêtaient pas.

Malgré des représentants départementaux de l'administration qui ont su être à l'écoute, malgré une qualité des échanges, nous avons pu constater le 11 mars que bien des réponses à nos questions n'ont pu nous être apportées.

Mme la Rectrice d'académie a affirmé que rien n'avait changé dans la gouvernance de l'Académie de Rennes. Tout le monde a pourtant bien compris aujourd'hui qui pilotait déjà dans les faits l'ensemble des mouvements départementaux de l'académie !

Le **devoir de réserve** cher à notre ministre va jouer à plein en ce qui concerne le Sgen-CFDT : nous avons en effet le **devoir** de nous montrer **réservés** et même **plus que réservés** sur ce projet qui abandonne les enseignants à une situation de stress intense à l'idée d'être désormais soumis à l'aveuglement d'un logiciel. Et cela va durer au moins jusqu'à la CAPD mouvement de juin... La gestion humaine va ainsi disparaître pile au moment-même où l'Education Nationale annonce envisager une gestion des ressources humaines de proximité... Quelle vaste supercherie que cette annonce !

A la suppression déjà engagée de postes de personnels administratifs, va donc s'ajouter la mise en difficulté psychologique programmée des PE, notamment pour ceux qui seront moins bien traité par la machine qu'ils ne l'étaient jusqu'ici. Tout ceci dans le but inavoué de faire pression sur eux afin de les faire démissionner ?

Le dégraissage est en marche, la maltraitance institutionnelle se précise davantage. Elle n'est tout simplement pas acceptable !